

Avant la conférence de juillet:

La paix ne dépend pas des quatre

On parle de « détente » à tour de bras. Les stratèges du Café du Commerce qui, en temps de guerre, dressent des plans de bataille irrésistibles, sont à présent en train de fabriquer la carte d'un monde de paix, de « coexistence pacifique » pour une longue durée : un neutre ici, un autre là, je te donne ceci, tu me refilles cela...

Les chefs de gouvernement et les ministres qui se réuniront bientôt vont chercher un terrain d'accord. Pourront-ils le trouver ?

Quelques semaines auparavant, on publiait le détail des entretiens de Yalta. Le marchandage avait été cynique. L'accord avait été établi. Mais peu de temps après, il se trouvait rompu. Pourquoi ? Deux raisons l'expliquent.

D'abord, derrière des hommes d'Etat désireux de s'entendre, se trouvaient des systèmes sociaux incompatibles. Ensuite, parce qu'au lendemain de la guerre, ces chefs d'Etat, ces « grands » qui avaient pu pendant plusieurs années commander à des millions d'hommes mobilisés, se sont trouvés incapables de contrôler des mouvements révolutionnaires embrassant des millions et des dizaines et même des centaines de millions d'hommes.

Dans quelle situation sommes-nous à présent ?

Face à face se trouvent d'autres hommes que ceux de Yalta, tout aussi cyniques. Derrière eux, on a toujours les systèmes sociaux incompatibles. Plus encore, le capitalisme se trouve dans des limites plus étroites, il a perdu du terrain. Des 5/6^e du globe et des 9/10^e de la population qu'il dominait encore à Yalta, le voici maintenant ramené aux 2/3 du globe et de la population.

D'autre part, les masses ne sont pas abattues, leurs mouvements ne refluent nullement. Au contraire. La révolution coloniale bat son plein. La montée des masses se fait également sentir dans plusieurs pays d'Europe. En U.R.S.S., le pouvoir bureaucratique se heurte à des aspirations grandissantes des masses.

Une « coexistence prolongée » d'une durée un peu longue supposerait à présent que les gouvernants de l'Est et de l'Ouest puissent s'accorder sur certaines questions importantes et, en premier lieu l'Allemagne ; que l'on puisse aboutir à un statu quo entre Etats et un statu quo entre classes.

Qui oserait affirmer qu'il peut y avoir un accord sur une Allemagne neutralisée et que celle-ci est possible ; ou bien que la division de l'Allemagne puisse être perpétuée sans que le peuple allemand réagisse dans les années à venir ? Qui oserait affirmer que les Etats-Unis et la Chine peuvent s'accorder ? Qui oserait affirmer qu'une montée révolutionnaire au Moyen-Orient ou en Afrique du Nord, laissera indifférents les Etats-Unis, que ceux-ci n'interviendront pas contre un mouvement révolutionnaire des masses en France ou en Italie ? Et qui oserait affirmer que l'économie américaine, sans consacrer une part très importante aux armements, peut rester longtemps à ses niveaux actuels ?

Les dirigeants qui se rencontreront dans la prochaine Conférence à Quatre s'efforceront certainement de trouver des accords partiels et feront le maximum pour y parvenir, parce qu'ils ressentent les uns et les autres les années de « guerre froide », qu'ils savent le danger qui menace le régime social des uns, le pouvoir politique des autres.

Les marxistes révolutionnaires ne manqueront pas d'utiliser les délais qui peuvent ainsi résulter de quelques accords partiels temporaires ; mais ils se garderont bien de semer les moindres illusions sur une ère de paix, illusions qui seraient désastreuses. Jusqu'à présent, l'économie américaine a pu résorber la récession de 1953 et les poussées révolutionnaires ne sont arrivées qu'au bord de régions vitales pour l'impérialisme. La situation mondiale reste critique ; elle est grosse de conflits ; les tournants brusques sont la caractéristique la plus importante de notre époque. La paix ne dépend pas des Quatre. Seule la lutte révolutionnaire des masses, détruisant le régime capitaliste, peut créer un monde de paix et de bien-être universels.

De tous
les Pays

Pas de liberté pour les Sarrois !

La Sarre, nul ne le conteste vraiment, est un territoire allemand. La démocratie la plus élémentaire commanderait de laisser la population sarroise décider elle-même de son sort, en raison de son passé et de ses attaches nationales. Mais la Sarre est aussi une zone industrielle et minière particulièrement riche. Et les capitalistes français comme les bourgeois allemands désirent s'assurer le contrôle du pays.

Il fallait, au nom des intérêts supérieurs du bloc atlantique, régler leur différend par un compromis. C'est ce qu'a tenté de faire le conseil de l'Union européenne. Jusqu'à un prochain referendum, la Sarre sera sous le contrôle d'un commissariat européen, qui pourra « s'employer de façon pressante à rétablir la situation » lorsque celle-ci sera menacée « par toute action politique susceptible de porter atteinte directement au principe même du statut, c'est-à-dire à son bon fonctionnement et à la paix intérieure en Sarre ».

Autrement dit, les ministres de la très bourgeoise Union européenne veulent bien d'un referendum, à condition que ne puisse s'exprimer aucun parti hostile au maintien du statut actuel et partisan de l'intégration de la Sarre à l'Allemagne. Autrement dit, ces défenseurs de la démocratie se permettent de fixer à leur guise le sort d'un peuple tout entier, et sont prêts à faire respecter leurs plans par tous les moyens.

Les travailleurs français doivent réagir contre ce coup porté aux travailleurs sarrois. Et, dans la lutte, ils doivent porter leurs premiers coups contre les capitalistes français, dont la volonté d'annexer la Sarre a énormément contribué à ce crime.

L'opération Gronchi

Les élections à la présidence de la République Italienne ont donné lieu à toute une série de manœuvres politiques qui dénotent la situation actuelle du pays.

Gronchi, le nouveau président, veut, à l'instar de Mendès-France, inaugurer une politique de « gauche », qui consisterait essentiellement à isoler le parti communiste en brisant, par les concessions et les manœuvres, son alliance avec le parti socialiste de Pietro Nenni.

Toutefois, Gronchi n'a pu être élu que grâce aux voix de parlementaires de droite, hostiles à l'actuel gouvernement Scelba. La bourgeoisie n'a pas encore trouvé l'issue à sa crise de direction.

Dans de telles conditions, il reviendrait au parti communiste d'ouvrir la perspective d'un gouvernement ouvrier, seul susceptible d'apporter une solution au pays. Malheureusement, la direction communiste est à l'opposé d'une telle attitude. Par là-même, elle contribue à affaiblir les positions du mouvement ouvrier et à favoriser les tentatives d'un Gronchi. Les pertes essuyées par la C.G.T. dans des secteurs importants sont là pour le prouver.

Le nouvel accord commercial Sino-Japonais

Après plusieurs mois d'échanges de délégations, un traité de commerce vient d'être signé entre la Chine et le Japon. Il faut se réjouir de cet accord qui aidera au développement économique du jeune Etat ouvrier chinois. La bourgeoisie japonaise cherche à tout prix des débouchés ; la Chine est pour elle un marché intéressant. Mais la signature du traité, peu de temps après Bandoung, montre aussi de quel poids pèse la révolution chinoise dans l'équilibre des forces en Asie.

Le prolétariat britannique en lutte conteste aux conservateurs leur succès électoral

De notre correspondant à Londres: L. W. CARPER

La campagne électorale n'aura suscité que peu de passions en Angleterre ; plus ou moins confusément, les électeurs, dont la plupart avaient fait leur choix avant le vote, sentaient que les luttes réelles entre la bourgeoisie et le prolétariat ne pouvaient se ramener à la seule confrontation de deux programmes, trop semblables sur les questions essentielles.

Le mouvement des dockers vint troubler la sérénité de la campagne électorale. Sir Walter Monckton, ministre du travail, se vit obligé d'interrompre ses parades devant la télévision pour tenter de trouver une solution aux difficultés créées par la menace de grève des travailleurs des principaux ports anglais. En même temps, les cheminots parlaient une nouvelle fois de cesser le travail. Le mouvement ouvrier montrait toute la puissance dont il disposait.

De nouveau, les conservateurs contraints cette fois par les nécessités électorales, évitaient l'épreuve de force.

Mais ces mouvements, qui atteignent deux des corporations les plus militantes du prolétariat britannique, constituent aussi une étape de la lutte de tendances au sein du Labour Party. A l'avant-garde des dockers se trouve le syndicat « bleu », victime, du fait de son action militante, de l'hostilité des bureaucrates des Trade Unions. En conduisant la lutte actuelle, les diri-

geants de cette organisation démontrent à tous qu'une des conditions de succès pour le mouvement ouvrier est son émancipation de la tutelle qu'exerce sur lui à l'heure actuelle la direction droitière. Nul doute que, dans les prochains mois, cet exemple ne porte ses fruits.

Les conservateurs l'ont emporté aux élections ; le Labour Party a perdu des voix par abstentions.

Mais, au lendemain même de son succès électoral, le gouvernement conservateur se trouve aux prises avec une grève de cheminots, déclenchée par un syndicat de catégorie, mais qui paralyse les transports ferroviaires presque totalement. Sur les docks, la volonté de lutte des travailleurs déborde même les dirigeants du syndicat « bleu ».

La victoire électorale des conservateurs — on le voit — n'est pas le résultat de la défaite des ouvriers, mais de la politique sans vigueur des dirigeants travaillistes. Les épreuves de force commencent sur le terrain de classe.

Elles ne manqueront pas de se refléter avant peu au sein du Labour Party, à la suite de l'échec électoral. La droite voudra certainement museler la gauche ; la base prolétarienne, au contraire, voudra une politique militante. Il est probable que le prochain Congrès du Labour Party verra une grande lutte intérieure.